

royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN



CIBLE

PROMESSES

La bouche en coeur et la mine vertueuse, la droite avait promis en mars dernier que nous aurions désormais un État impartial et vraiment honnête.

Hélas, les vainqueurs d'aujourd'hui ne font pas mieux que ceux d'hier. Les hérauts de l'impartialité font le ménage dans la magistrature, dans la haute fonction publique (par exemple au ministère des Finances, ce que Pierre Bérégovoy n'avait pas fait), et dans les entreprises nationales, tout en préparant le nettoyage d'autres lieux.

Quant aux élus de la majorité, ils ont discrètement abrogé un article de la « loi Sapin » qui obligeait les collectivités locales et les sociétés d'économie mixte de rendre publics leurs projets de cession immobilière et de droits à construire. En clair, cela signifie que le Parlement accepte de faciliter la corruption à l'échelon local, où elle prospère depuis plusieurs années dans une impunité presque totale.

Là où les socialistes ont été vertueux - même s'ils ne l'avaient pas toujours été auparavant... - la droite conservatrice se devait de l'être également. En cédant à l'esprit de revanche et au goût de l'argent facile, elle contribue au discrédit général de la classe politique. A son tour, elle en subira les lourdes conséquences.

AVENIR

L'HEURE DES NATIONS



Société

**Les sans-abri
menacés**

(p. 2)

Leçon

**Jean
Moulin**

(p.8)



Guerre aux S.D.F. !

Essayez d'imaginer les nuits des 400 000 Français sans abri... En particulier celles de ceux qui n'ont pu trouver un lit dans les foyers humanitaires et se hâtent vers les couchettes - trop rares et trop souvent sordides - des centres d'hébergement d'urgence. D'autres, peut-être les plus nombreux, redoutant le contrôle social ou tentant de sauvegarder au moins l'indépendance de leur misère, vont quémander la chaleur à une aération de métro, un auvent de chaufferie, à la niche abritée d'un porche où, recroquevillés sur un carton, emmitoufflés de sacs en plastique, ils essaient d'économiser jusqu'à l'aube la chaleur de la vie... Parfois, et ce fut déjà le cas dix fois en novembre, on les retrouve par moins sept en hypothermie dans un engourdissement tel qu'aucun soin hospitalier ne pourra jamais les ranimer.

Les plus chanceux ont quelque part dans un chantier, une zone, un terrain vague, un *no man's land*, la secrète consolation d'une cabane, wagon perdu, antre dissimulé sous le pont d'autoroute, recoin non recensé dont ils ont pour un temps par hasard la jouissance. A moins que, ce ne soit, profitant de l'occupation prolongée de logements neufs ou d'un immeuble voué à la démolition, le « *squat* » plus ou moins officiel ou militant qui témoigne à la face du monde de la grande misère des exclus.

Sale temps pour les SDF ! En plus du grand froid qui a fait plus de dix victimes parmi les sans-abri, plusieurs députés ont jugé la période opportune pour partir en guerre contre l'occupation illégale de locaux vacants !

Au milieu de l'émotion et de l'apitoiement médiatique qui entourent depuis peu leur détresse, voilà que ces gens-là viennent d'échapper à une agression caractérisée. Un attentat, mais légal. Mieux encore, un attentat des législateurs.

En effet, la Commission des lois de l'Assemblée nationale, le 10 novembre, avait, siégeant au chaud dans le Palais Bourbon, adopté à l'unanimité des votants une proposition de loi émanant de Claude Goasguen, député CDS. Elle consistait, sous le prétexte de combler un vide juridique et d'améliorer les moyens légitimes de défense des propriétaires en cas de *squat*, d'exercer en fait une répression impitoyable contre les occupants de ceux-ci. Premier volet, pulvériser toutes les protections dictées par notre tradition indéfectiblement chrétienne : droit de faire couper

l'eau et l'électricité, possibilité réduite pour les juges d'accorder des délais de grâce, suppression de toute forme de trêve hivernale, et recours en justice accéléré en vue de l'expulsion...

Second volet, pénaliser : six mois à deux ans de prison, amendes de 50 000 à 200 000 F, interdiction de territoire (10 ans ou définitive) pour les étrangers. Mais les auteurs ne sont pas seuls visés

puisque leurs « complices » méritent trois ans d'emprisonnement et 300 000 F d'amende, quand ce n'est pas cinq ans et 500 000 F s'ils agissent « en bande organisée »...

L'abbé Pierre ayant réagi à cette nouvelle en déclarant qu'il irait volontiers en cellule, de nombreuses organisations humanitaires ayant vivement protesté - et la crise de conscience autour du dispositif

d'accueil aux SDF occupant les médias - le Garde des Sceaux a finalement prié la majorité de retirer sa proposition. Cet entrechat, dont l'équipe balladurienne est coutumière, ne sauve pas encore la France du déshonneur, puisque subsiste, au chaud, dans l'inconscient parlementaire, une loi refoulée, amendable en scélératesse par le premier CDS venu. D'autant plus que M. Goasguen n'était pas seul ! Laurent Dominati, député UDF avait également déposé une proposition de loi sur le même sujet et, dans son dernier bulletin *Paris demain*, il se flatte que sa proposition a déjà été cosignée par plus de 90 parlementaires.

Quelles que soient leurs motivations, corporatistes ou paranoïaques, des représentants du peuple capables d'envisager que l'on immole officiellement le Pauvre au Propriétaire, sont un sujet de scandale public. Héritier spirituel de Péguy, Jaurès, Bernanos, Clavel, Michelet, un Français sent son cœur s'arrêter devant une bassesse qu'aucune des familles politiques de ce pays ne peut, en conscience, approuver : on ne résout pas un problème social en instaurant un délit pénal !

Tant qu'elles ne réagiront pas là-contre, et au-delà des opportunités saisonnières, elles mineront leur crédit dans les grandes échéances à venir.

François CROUZET



L'abbé Pierre : volontaire pour la prison !

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Guerre aux S.D.F. - p.3 : Le temps des luttes - Balladur en campagne - p.4 : Atteinte aux principes - L'homme des coups - p.5 : La route de la sole - p.6/7 : Réhabiliter la géopolitique - p.8 : Soleil levant - Une leçon d'Histoire - p.9 : Pierre Boutang, essai sur le temps - p.10 : Album de famille - La rue à Paris au XVIII^e siècle - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Pour la coexistence pacifique.

REDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : (1) 42.97.42.57
Dir. de la publication : Yvan AUMONT
Comm. parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (100 F), six mois (185 F), un an (270 F), de soutien (500F) (*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Le temps des luttes

La succession des grèves et des manifestations, en France mais aussi en Europe de l'Ouest, traduit la violence des politiques néo-libérales.

En dépit des promesses de la droite et des efforts (ou des cadeaux...) considérables qui ont été faits en faveur aux employeurs, le chômage continue d'augmenter. Le mal touche 12 % de la population active, les licenciements économiques ont augmenté de 3 % en un mois (ce qui montre que les employeurs ne se mobilisent pas), et il y a plus d'un million de chômeurs de longue durée, parmi lesquels un nombre croissant de jeunes et de cadres.

Cette cascade de chiffres et les situations personnelles que chacun connaît augmentent une angoisse sociale qui s'exprime d'autant plus fortement que les privatisations et les dérèglementations menacent de nouveaux groupes de travailleurs.

D'où l'impressionnante manifestation parisienne des salariés d'Electricité et de Gaz de France le 23 novembre, pour l'essentiel placée sous les bannières de la CGT qui semble retrouver son dynamisme depuis quelques semaines. Cette démonstration faisait suite à une manifestation des salariés du secteur public, sans doute moins réussie mais très significative. Dans les deux cas, il s'agissait de dénoncer les atteintes à la notion même de service public et les menaces qui en résulteraient pour l'emploi. La détermination des salariés a été convaincante puisque le gouvernement, fidèle à sa tactique, a retiré son projet de réforme de France Télécom et renoncé à l'accès de tiers au réseau d'EDF.

Il faut ajouter à ces mouvements dans le secteur public le malaise persistant chez les étudiants et les lycéens, le mécontentement du personnel de la Sécurité sociale, les violents incidents qui ont opposé les mineurs des Houillères de Lorraine à la police (50 blessés !), des grèves dans les transports : métro parisien, SNCF, Air Inter... En somme, tous ceux qui peuvent bouger parce qu'ils ne sont pas sous la contrainte directe du chômage (ou parce que les jeux sont faits) ont tendance à descendre dans la rue avec une détermination frappante.

Comme l'opposition continue de rester sans voix, le gouvernement ne peut même pas invoquer la manipulation politique. De surcroît, toute l'Europe de l'Ouest est secouée par des poussées de révolte sociale : en Allemagne, en Belgique, en Espagne, en Grande Bretagne, les salariés protestent avec une vigueur nouvelle contre les fausses recettes du libéralisme économique.

Ces mouvements sociaux auront sans aucun doute des conséquences politiques : comme dans l'Est européen, les partis de gauche vont connaître un regain de popularité dans les prochaines années. Il est curieux de constater que M. Balladur, avec son néo-libéralisme hors d'âge et M. Rocard, avec sa gestion technocratique du socialisme, sont également en retard sur leur temps.

Annette DELRANCK

Lire « Royaliste » c'est bien ...

... s'y abonner c'est mieux

Votre abonnement nous aidera à développer notre action

Balladur en campagne

L'ascension politique d'Édouard Balladur paraît irrésistible. Mais la route de l'Élysée est minée d'un bout à l'autre.

La question n'est plus de savoir si le Premier ministre sera candidat à la présidence de la République, mais s'il parviendra à ses fins. En effet, même si tel conseiller de Jacques Chirac (Pierre Lellouche en l'occurrence) assure que la question de la candidature sera tranchée ultérieurement, il reconnaît que la question existe et que Jacques Chirac n'est plus le candidat naturel de la droite. Quant au candidat virtuel, il répète que son action se situe dans les cinq ans à venir et a organisé autour de lui une équipe de campagne : comme les sondages sont globalement favorables au Premier ministre, la route de l'Élysée semble devenir un vaste boulevard.

Mais la vie politique ressemble rarement à un itinéraire balisé (n'est-ce pas Michel Rocard ?) et le Premier ministre a devant lui des obstacles redoutables à surmonter.

Le principal obstacle, c'est le temps. Si l'élection présidentielle avait lieu en janvier 1994, M. Balladur serait élu haut la main. Mais, tout au long des dix-huit mois de pré-campagne et de campagne, la popularité du Premier ministre risque de s'éroder fortement, ou de disparaître. Encore une fois, les mirifiques sondages, qui ne sont pas scientifiques pour un sou, donnent de l'opinion publique un instantané flou. En outre, ceux qui « caracolent en tête des sondages », comme Raymond Barre avant 1988, arrivent rarement les premiers - même dans leur propre camp - lors de la

consultation réelle.

Vient en effet s'ajouter un second obstacle, qui grandit de mois en mois et qui n'est autre que la politique économique et sociale du gouvernement. Même si la situation est complexe, même si la gauche avait précédemment échoué, l'opinion publique risque de faire un constat très simple : le gouvernement a fait d'énormes cadeaux au patronat, mais les entreprises conti-

nent à licencier. Même si le « frémissement » de la reprise se confirme dans les mois à venir, les effets seront longs à se faire sentir. Du coup, le rassurant Balladur pourrait être accusé d'incapacité.

Les autres obstacles sont de moindre importance. Mais ajoutés les uns aux autres, ils

peuvent faire trébucher le candidat à la candidature. Il y a Jacques Chirac en personne, qui va se mobiliser d'autant plus que cette campagne présidentielle est pour lui la dernière occasion d'être président de la République. Il y a l'appareil du RPR, que M. Balladur ne contrôle pas, et qui peut (qui devrait logiquement) plébisciter le maire de Paris. Il y a Charles Pasqua, avec son sac d'embrouilles, et peut-être même Philippe Séguin. Il y a les alliés-rivaux de l'UDF, qui sont actuellement marginalisés dans la course à l'Élysée, mais qui n'ont pas perdu leur capacité de nuire...

Et puis il y a l'inattendu, qui seul arrive, et que M. Balladur, homme de cabinet, redoute plus que tout.

Sylvie FERNOY



Atteinte aux principes

Le chef de l'État a clos la polémique entre MM. Balladur et Badinter sur le rôle du Conseil Constitutionnel. Mais le problème demeure posé.

En fidèle porte-voix de M. Pasqua, qui avait lancé la campagne contre le Conseil Constitutionnel pendant l'été, M. Balladur a procédé à une vive critique du Conseil Constitutionnel lors de la réunion du Congrès sur la question du droit d'asile.

Il est tentant de prendre ce discours à la légère, en le classant dans les habituels mouvements de grogne d'un gouvernement dérangé dans ses projets par un avis des sages du Palais-Royal. Tel n'est pas le cas puisque le Premier ministre et Charles Pasqua se sont réclamés de la volonté générale du peuple souverain pour discréditer les avis du Conseil. Cette position pourrait prêter à sourire puisque c'est un gouvernement conservateur, et théoriquement gaulliste, qui se réclame d'une analyse de gauche pour contester un des éléments majeurs des institutions fondées par le général de Gaulle. Au contraire, M. Badinter, républicain intègre et très conscient de sa propre tradition, a excellemment défendu la logique de notre Constitution.

Dans ce débat, on ne peut renvoyer les protagonistes dos à dos, comme l'a fait le président de la République pour des raisons qui lui sont propres. Ce qui est en jeu, c'est le respect des principes qui garantis-

sent les droits de l'homme et du citoyen dans notre pays : libertés individuelles et collectives, droits sociaux, droits de la défense dans le domaine judiciaire. Or l'expérience de la Révolution française, dans sa phase dictatoriale, nous a appris qu'il ne suffisait pas de proclamer des droits : il faut une autorité qui soit capable de les équilibrer et de les garantir, et il faut que cette autorité soit indépendante du pouvoir politique mais aussi des emportements d'une Assemblée qui, pour des raisons idéologiques ou de pure démagogie, pourrait décider que certains droits n'ont plus lieu d'être.

En d'autres termes, les droits de l'homme sont par définition intangibles. Déclarer que le Parlement peut les arranger à sa manière, comme l'ont fait MM. Balladur et Pasqua, ouvre la porte à l'arbitraire : au nom du peuple souverain, qui a d'ailleurs été invoqué et mobilisé par des dictatures de toutes sortes, sera-t-il permis demain de restreindre l'exercice du droit de grève, ou de porter atteinte au droit d'association ?

La position politique de MM. Pasqua et Balladur menace en outre la Constitution elle-même : si l'on décide de modifier son texte chaque fois qu'un avis du Conseil Constitutionnel déplait, notre Loi fondamentale deviendra, selon les caprices et les emportements de majorités successives et contraires, un assemblage incohérent de dispositions prises sous le coup de l'émotion et au gré des intérêts partisans.

La défense des droits de l'homme et du citoyen implique nécessairement la défense de la Constitution de la V^e République - donc du contrôle de constitutionnalité. Qu'on se le dise ! Et qu'on se mobilise.

Maria DA SILVA

L'homme des coups

Quel jeu joue précisément Charles Pasqua ? Peut-être plusieurs parties en même temps.

Après la bonne nouvelle de la libération des trois Français pris en otages à Alger, le jeu politico-diplomatique à l'égard de l'autre bord de la Méditerranée laisse une impression bizarre. Nul ne sait ce que le gouvernement français, ou le ministère de l'Intérieur, a négocié avec les ravisseurs dont on ne sait même pas s'ils étaient vraiment représentatifs du FIS. Nul ne peut dire non plus ce que M. Pasqua a eu derrière la tête lorsqu'il a décidé la très spectaculaire opération de ratissage dans les milieux de l'intégrisme islamique : peu de personnes arrêtées, et parmi celles assignées à résidence ou mises en examen, des présomptions très faibles. Presque au même moment, une nouvelle affaire du foulard, aujourd'hui bien oubliée, tomba à pic, accompagnée de l'expulsion d'un imam, pour illustrer les faits et gestes du ministre de l'Intérieur et draguer l'électorat du Front national.

Mais s'agit-il seulement de cela ? M. Pasqua est un homme politique assez doué pour jouer plusieurs parties en même temps. Et s'il adresse à l'opinion xénophobe des signes de connivence, s'il donne en même temps l'assurance que la France se protège désormais efficacement contre le terrorisme (ce qui reste à prouver), ne peut-on imaginer que le ministère de l'Intérieur mène un jeu plus ou moins personnel à l'égard de l'Algérie ? Après la descente de police chez les islamistes, qui a été en quelque sorte équilibrée par une opération contre des militants kurdes, le fait est que le ministre de l'Intérieur a fait des

déclarations apaisantes, et notamment déclaré au *Monde* (17/11/93) que « l'islam n'est pas visé. En tant que tel, c'est une religion qui a sa place dans notre pays. Les musulmans de France peuvent exercer, en toute quiétude, leur liberté de culte : de ce point de vue-là, il n'y a aucune ambiguïté ». Cette déclaration, qui n'est pas sans portée outre-Méditerranée, s'est accompagnée d'un engagement très net en faveur du pouvoir actuellement en place en Algérie qui s'inscrit dans le projet plus général d'une coopération étroite entre la France et les pays du Maghreb.

Ce discours est classique, et ces paroles sont peut-être de circonstance. Mais il est permis de penser que M. Pasqua cherche aussi à acquérir une dimension internationale qui pourrait être électoralement rentable. Simple hypothèse, qui reste à vérifier. En tous cas, M. Pasqua se révèle à nouveau redoutable. Au contraire de plusieurs de ses collègues, il est capable de jouer plusieurs parties en même temps, et de s'y préparer longtemps à l'avance comme on l'a vu pour la réforme du droit d'asile, lancée en plein été à la télévision. Ce sont finalement, sur ce sujet, les thèses et les thèmes du ministre de l'Intérieur qui ont été repris par M. Balladur, alors que ce dernier aurait préféré, comme d'habitude, éviter les conflits.

Charles Pasqua ? Le seul homme fort du gouvernement : celui qui fera sans doute pencher la balance lors du choix du candidat du RPR...

Yves LANDEVENNEC



La route de la soie

La connexion « islamo-confucéenne », regroupant ce qu'aux États-Unis on appelle les États armés, de la Corée du nord et de la Chine à l'Iran et à l'Irak, en oubliant le voyage de Rabin à Pékin en octobre dernier, s'est substituée à l'Eurasie dans les schémas géostratégiques américains pour tenir le rôle de l'ennemi. L'Europe risque de se trouver marginalisée dans cette nouvelle configuration du monde.

En tirant le monde chinois vers l'Océan Pacifique et en construisant autour d'Israël une confédération du Proche-Orient méditerranéen, Washington s'efforce de couper la liaison maléfique qualifiée hier d'afro-asiatique. Tout rapprochement d'une rive à l'autre est a priori suspect, des missiles chinois *Ver à Soie* installés sur la rive iranienne du Golfe au cargo *Yinhe* (voie lactée) supposé transporter des substances chimiques vers l'Iran.

Or cette route est vitale pour l'Europe. Avant l'an 1500 celle-ci n'était rien et la Chine des Ming un centre prospère que déjà les caravanes empruntaient les routes de la Soie de Venise à Canton pour découvrir les richesses accumulées à l'Orient et transmises à travers le monde persan. L'Europe accomplissait-elle au XIX^e siècle la révolution industrielle que la route des Indes de Suez à Singapour devenait son premier axe stratégique. Était-elle engagée dans la seconde guerre mondiale qu'une sorte de course contre la montre se jouait l'année 1942 entre d'un côté l'Allemagne et le Japon qui cherchaient à opérer la jonction de leurs forces, du Caucase à l'Océan Indien, à Bassora au fond du Golfe Persique, de l'autre l'URSS et l'Angleterre, bientôt relayée par les États-Unis, pour lesquels la seule voie de ravitaillement vers le verrou de Stalingrad traversait l'Iran où sera construit pour l'occasion le port de Khorramchahr face à Bassora sur le Chott al-Arab. La conférence des trois Grands à Téhéran le 1^{er} décembre 1943 nous rappelle son importance décisive.

Aujourd'hui comme hier, cette liaison permet de contourner le bloc eurasiatique hostile mais aussi d'échapper à l'hégémonie de l'Ille-

Monde (selon le géopoliticien McKinder), à l'erreur de Christophe Colomb et de ceux qui croyaient et croient encore que la route des Indes doit pour les Européens passer par l'Amérique.

Depuis les deux dernières guerres du Golfe, le monde arabe oublie qu'il est le « Moyen-Orient » et se provincialise. L'Iran, au contraire, retrouve le chemin de l'Asie centrale et orientale. En quelques semaines, le président Rafsandjani qui s'est rendu dans plusieurs républiques ex-soviétiques, a reçu à Téhéran ses homologues d'Inde et d'Indonésie. L'Europe quant à elle, après avoir échoué à faire reconnaître son rôle à la conférence des donateurs sur l'accord Gaza-Jéricho à Washington le 1^{er} octobre face à la Banque Mondiale, était absente du sommet Asie-Pacifique de Seattle le 20 novembre, sinon au travers de Hong Kong, dernier poste avancé, tel Saint-Jean-d'Acre au temps des Croisades, pour encore trois ans et demi (1^{er} juillet 1997) (1).

Bref le terrain est partout miné sous les pas de l'Europe. D'où l'importance de l'Iran-Irak dans les circonstances présentes. L'Allemagne a compris qu'il y avait là un créneau commercial dont les Anglo-Américains seraient absents et voulaient donc que tous soient absents. La France - et la Chine - au Conseil de Sécurité savent qu'il faudra bien réintégrer l'Irak dans le jeu international et imaginent des processus de sortie de l'embargo. Nous commençons à oser braver ici l'hégémonie américaine. Encore faut-il agir non sous la seule influence des groupes de pression pétroliers ou militaro-industriels, mais dans une perspective géopolitique comme un pont sur la route de la Soie, une jonction avec le Japon

et les économies asiatiques plus sérieusement intéressées à cette région qu'à l'Arabie Saoudite ou à la Palestine moins porteuses à tous égards.

Ceci suppose que l'Europe souhaite encore lancer des ponts vers un Islam appuyé et corrigé par l'Asie. Tel fut le message (2) que le prince Charles d'Angleterre a lancé depuis l'Université d'Oxford le 27 octobre dernier à la veille d'un voyage dans le Golfe (Arabie Saoudite, Koweït, Émirats arabes unis), partant de la constatation d'évidence que c'est au moment où l'interdépendance de l'Islam et de l'Occident n'a jamais été aussi grande que le degré de méconnaissance entre les deux est au plus haut. Après avoir demandé que l'on ne confonde pas l'extrémisme et la norme et que l'on opère les distinctions nécessaires entre le fondamentalisme et la renaissance du spirituel, il a plaidé pour une reconnaissance historique de l'Islam comme une partie de l'Europe, d'abord en Espagne puis dans les Balkans. C'était avant que le dernier pont sur la Neretva, le fameux pont de Mostar, ne soit délibérément démoli.

Le prince héritier d'Arabie saoudite qui l'a reçu n'avait pas attendu pour accuser également devant les recteurs de l'Université de Riyad, les soi-disant musulmans qui font passer tout bon musulman pour un terroriste et un assassin. Le prince Philippe de Belgique vient également d'y passer huit jours. Comme s'il revenait aux héritiers des grands royaumes associés à l'histoire des Croisades d'insuffler un nouvel esprit à l'Europe. Acceptons-en l'augure.

Yves LA MARCK

(1) D'où son gouverneur, Chris Patten, qui fut un président proeuropéen du parti conservateur, se sent anglo-européen plus qu'anglo-américain et appelle l'Europe à s'incarner.

(2) qui sera intégralement reproduit par le *Lys rouge*. Très apprécié dans le monde islamique, il a été commenté avec faveur par la Ligue islamique mondiale qui a son siège à La Mecque. Quelle autorité pourrait tenir en France un tel discours avec ce retentissement ?

BRÈVES

♦ **ALBANIE** : Le roi Leka I^{er} des Albanais a été expulsé d'Albanie quelques heures après son arrivée à l'aéroport de Tirana. Le fils du roi Zog I^{er}, qui avait quitté son pays à l'âge de trois jours en 1939, devant l'avancée des troupes italiennes, arrivait de Jordanie et a présenté son passeport du royaume d'Albanie (reconnu par certains pays) où il apparaît comme roi d'Albanie à la rubrique profession. Le ministère de l'ordre public a refoulé le prétendant au trône au motif qu'il est entré dans le pays « avec de faux papiers d'identité » et qu'il a refusé l'offre du gouvernement de lui fournir des documents légaux de citoyen albanais et de renoncer au titre de roi. Les autorités albanaises ont interdit par ailleurs au groupe de monarchistes - conduits par le président du Parti de l'Égalité, Abedine Mouslemaj - d'approcher le roi Leka qui, vêtu d'un uniforme militaire, leur faisait signe de la main. A son arrivée à Tirana, le roi Leka avait eu le temps de déclarer à la presse qu'il souhaitait l'avènement d'une Albanie ethnique obtenue par des moyens démocratiques, et qu'il avait l'intention de proposer l'organisation d'un référendum sur une éventuelle restauration de la monarchie.

♦ **GRANDE-BRETAGNE** : Le prince de Galles aurait confié au *Financial Times* sa frustration et son irritation devant le peu d'intérêt que suscitent dans les milieux officiels britanniques ses succès personnels à l'étranger. « L'idée selon laquelle je cherche à redéfinir mon rôle est une bêtise. Mais depuis que je me suis marié, on a décidé d'ignorer les choses que je continue à faire tous les jours ». L'héritier de la Couronne britannique reproche à Whitehall de ne pas prendre au sérieux son rôle d'émissaire culturel et commercial reconnu à l'étranger. Ainsi, Charles a-t-il remporté un vif succès dans les monarchies du Golfe où sa compréhension de l'Islam a ouvert bien des portes aux entrepreneurs britanniques. Occupés à accueillir le prince Charles, les responsables des Émirats Arabes Unis n'ont pu recevoir l'émissaire envoyé par la France, le ministre du commerce extérieur, Gérard Longuet... Une nouvelle preuve de l'efficacité économique de la monarchie !

♦ **ROUMANIE** : Malgré l'hostilité affichée du gouvernement roumain, le roi Michel I^{er} avait renouvelé son souhait de se rendre le 1^{er} décembre dans son pays pour célébrer la fête nationale sans chercher « par ce geste à contester le régime constitutionnel actuel ». Le roi, exilé à Genève, voulait se « joindre aux Roumains pour célébrer à Alba Julia le 75^e anniversaire de l'Union accomplie grâce à la victoire de l'armée roumaine dirigée par mon grand-père Ferdinand... ». Devant l'interdiction faite au roi de se rendre dans son pays, l'opposition a refusé de s'associer aux cérémonies officielles d'Alba Julia et la Convention démocratique a appelé à une manifestation à Bucarest qui a rassemblé plus de 10 000 participants.

♦ **OMAN** : Le Sultan Qaboos bin Saïd al Saïd d'Oman a célébré le 18 novembre son anniversaire, qui marque aussi le 23^e anniversaire du *National Day*, consacré cette année à la Jeunesse. Dans son allocution, le Sultan s'est notamment réjoui de la signature de l'accord de paix entre Israéliens et Palestiniens. « C'est une raison d'espérer pour l'avenir que d'assister à la résolution d'un des conflits les plus compliqués de ce siècle - la guerre israélo-palestinienne. Nous saluons l'accord qui vient d'être signé. Nous attendons avec impatience sa réalisation à travers une paix juste et compréhensive entre Arabes et Palestiniens, une paix qui assure les droits et intérêts de tous ».

Yves LACOSTE

Réhabiliter la géopolitique

● **Royaliste** : Quelles sont les principales caractéristiques de ce dictionnaire de géopolitique ?

Yves Lacoste : C'est un dictionnaire des situations, que nous examinons sans prendre leur dimension pour critère premier : ces situations géopolitiques peuvent concerner un État, une région à l'intérieur d'un État, un ensemble comme la Méditerranée, mais aussi de petits espaces qui font l'objet de rivalités : par exemple le Kosovo et la Krajina, dans l'ancienne Yougoslavie... C'est aussi un dictionnaire des idées : il y a toute une série de débats, que nous considérons comme géopolitiques, et à l'intérieur desquels s'échangent des mots qui ont des significations différentes, non seulement selon les pays mais surtout selon les protagonistes : par exemple, nation, État, peuple, ethnie, tribu, clan, mais aussi immigration, intégration, assimilation, aménagement du territoire...

● **Royaliste** : Curieusement, votre dictionnaire commence par le mot Abandon...

Yves Lacoste : Eh oui ! Avant-hier on abandonnait l'Algérie, hier le Viêt-nam, aujourd'hui la Bosnie : le terme a une fonction géopolitique indéniable.

● **Royaliste** : Quelle est la relation entre ce dictionnaire et votre revue ?

Yves Lacoste : La relation est étroite, puisque le long préambule du dictionnaire marque une étape dans une réflexion qui démarre avec le lancement de la revue *Hérodote* en 1975. D'ailleurs, notre travail est le fruit de l'équipe d'*Hérodote*, avec des renforts extérieurs qui ont remplacé des collaborateurs défaillants.

● **Royaliste** : Comment définissez-vous la géopolitique ?

Yves Lacoste : Je ne pars pas d'une définition *a priori*. Je constate que ce terme apparaît de plus en plus nettement, et qu'il a toute une

histoire qui est très compliquée. Les jeunes qui l'utilisent aujourd'hui ne se rendent pas compte qu'il y a une douzaine d'années ce terme était absolument proscrit comme étant un terme nazi. D'ailleurs, l'hypothèse du nazisme pèse encore beaucoup dans certains milieux, et notamment celui des géographes qui, dans leur majorité, refusent de parler de géopolitique. Il est donc très important de faire l'histoire du mot : la géopolitique apparaît en Allemagne, dans la corporation des professeurs d'histoire et de géographie qui ont joué un rôle très important à partir du moment où le roi de Prusse, vers 1820-1830, a décidé qu'on enseignerait ces matières dans les écoles.

● **Royaliste** : Pourquoi cette décision est-elle importante ?

Yves Lacoste : Parce que, dans la Prusse de cette époque, la géographie sert à penser l'unité de l'Allemagne - et aide l'Allemagne à penser le monde selon le titre du livre de Michel Korinman. Faut-il en conclure que les géographes ont été complices de l'impérialisme germanique ? Au contraire, il est curieux de constater que les universitaires géographes se sont tenus à l'écart de ces enjeux politiques, afin de se consacrer à l'établissement des lois de la géographie selon la tendance philosophique de la fin du XIX^e siècle. Cependant, lorsque les professeurs d'histoire et de géographie reviennent du front en 1918, ils se trouvent mêlés à un très grand débat national, et démocratique, sur la question de savoir quels territoires l'Allemagne peut abandonner à ses vainqueurs, et quels sont ceux qu'elle doit conserver à tout prix. Puis il y eut le débat sur la révision du traité de Versailles.

Dans ces deux circonstances, ces professeurs se sont aperçus que l'enseignement sur les « lois » géographiques était tout à fait inutile pour traiter, par exemple, de la question des Sudètes. C'est en réaction contre le vieux discours univer-

sitaire positiviste, et c'est au cours d'un débat démocratique que le mot géopolitique apparaît. Enfin, on ne soulignera jamais assez que le développement du nazisme efface progressivement ce débat géopolitique et lui met brutalement un terme puisque les nazis suppriment la revue allemande de géopolitique en 1941. Qu'on ne vienne donc pas nous raconter que la géopolitique est une affaire nazie : c'est tout le contraire !

● **Royaliste** : Comment se présente aujourd'hui la réflexion géopolitique ?

Yves Lacoste : Il y a deux caractéristiques majeures. Premièrement, il s'agit de rivalités de pouvoirs sur des territoires, que celles-ci se traduisent par des oppositions entre partis politiques ou s'inscrivent dans ce qui relève de l'aménagement du territoire. **B i e n** entendu, **c e s** conflits existent depuis toujours

mais ils étaient habituellement classés dans la rubrique historique.

Deuxième caractéristique : ces rivalités font l'objet de débats entre les citoyens. Ce point est très important : il implique que ces citoyens vivent dans des États suffisamment démocratiques pour qu'ils puissent donner des avis contradictoires sur des problèmes qui étaient auparavant réglés par les souverains, les diplomates, etc.

Aujourd'hui, nous avons, dans certains pays, un développement de la démocratie tel que les citoyens peuvent s'exprimer librement sur des problèmes tabous : par exemple les Corses qui réclament leur indépendance, ce qui n'aurait pas été admis il y a cinquante ans ; et nous avons oublié que le retour de l'Alsace-Lorraine à la France en 1918 s'est fait sans référendum, donc sans aucun débat national.

Sous la IV^e République, l'Algérie n'est entrée dans le débat géopolitique

que que dans les années 1957-1958, car tous les responsables français pensaient que les départements algériens faisaient partie de la France.

La démocratie entraîne la prolifération des problèmes géopolitiques - qu'il s'agisse des problèmes de pouvoir et de territoires dans le cadre d'une même nation, ou de problèmes qui concernent des pays étrangers - comme c'est le cas avec le débat qui est mené en France sur la guerre civile en Yougoslavie.

● **Royaliste** : Vous dites que ce débat se fait à travers une série de représentations. Qu'est-ce que cela signifie au juste ?

Yves Lacoste : Le mot représentation implique deux choses : d'abord le dessin qui représente, et de fait les représentations de territoires passent par des cartes ; d'autre part, la représentation est la mise en scène d'une comédie ou d'un drame historique. Le débat d'ordre géopolitique passe par des représentations antagonistes alors qu'il s'agit parfois du même territoire, mais représenté de façon complètement différente. C'est le cas du Kosovo : pour les Serbes, c'est leur territoire en raison de l'histoire, pour les Albanais, c'est aussi leur territoire parce qu'ils ont toujours été là. Nous savons bien qu'au sein de tout État-nation, les représentations de la nation sont très différentes en raison des divers systèmes de valeurs qui coexistent plus ou moins bien dans le pays considéré.

Ces remarques rejoignent le projet que nous avons voulu réaliser avec ce dictionnaire de géopolitique : nous avons voulu que, pour chaque situation, le lecteur puisse être informé des différentes représentations, selon les divers groupes idéologiques ou nationaux. Par exemple, l'islamisme algérien engendre des représentations géopolitiques très dissemblables : d'un point de vue politique, l'islamisme dans son ensemble condamne un État jugé félon et revendique l'application de

la Charia ; mais lorsqu'il est question de pouvoirs et de territoires les islamistes divergent : il y a ceux qui considèrent que l'ensemble du monde musulman doit relever du même pouvoir, alors que certains ne parviennent pas à se détacher d'une représentation de la nation algérienne qui a été forgée au cours de la guerre d'indépendance. Dernier point : nous n'oublions pas, bien entendu, que l'auteur de tel article du dictionnaire a sa propre représentation, de même que les journalistes.

● **Royaliste** : Dans les représentations contemporaines, la solidarité catholique continue-t-elle d'exister ?

Yves Lacoste : Bien sûr. L'enthousiasme pour la Croatie, ces derniers temps, vient du fait que c'est un pays catholique. Personne ne le dit en France, mais le rôle du Vatican a été très important dans le déclenchement du conflit entre Serbes et Croates. D'ailleurs, maintenant, les diplomates allemands qui sont très ennuyés d'avoir poussé à la reconnaissance de la Croatie, avancent comme excuse le harcèlement du Vatican !

● **Royaliste** : Ce dictionnaire suppose que vous puissiez disposer d'informations fiables sur tous les territoires et tous les conflits.

Yves Lacoste : Hélas, ce n'est pas toujours le cas, et certains ensembles ont été mieux traités que d'autres. Autant nous sommes bien informés sur l'Inde, autant ce qui se passe actuellement en Chine demeure assez largement opaque en ce qui concerne les rivalités entre les pouvoirs. Cela montre bien qu'il est difficile d'analyser une situation géopolitique quand il n'y a pas de

démocratie. Nous avons connu la même difficulté avec l'Union soviétique.

Il y a un autre débat géopolitique qui existe très peu, c'est celui qui concerne le massacre des Arméniens par les Turcs pendant la première guerre mondiale. Les Arméniens ne veulent pas parler des conditions du déclenchement du génocide dont ils ont été victimes en 1915. L'Arménie bénéficiait depuis 1914 d'une situation d'autonomie dans l'empire turc qui était analogue à celle dont avait bénéficié la Bulgarie à la fin du XIX^e siècle. Or, à la demande des Russes, une fraction arménienne a déclenché une insurrection sur les arrières de l'armée turque, qui a provoqué la réaction terrible que nous connaissons.

● **Royaliste** : Comment avez-vous abordé les questions économiques ?

Yves Lacoste : Nous traitons de l'ALENA, mais le système monétaire international n'est pas abordé en tant que tel parce que l'instantanéité de la circulation de l'argent fait disparaître la notion de territoire. Nous avons un article très détaillé sur les concessions pétrolières dans le Sud de l'Arabie, d'autres sur le protectionnisme, le libéralisme économique, etc.

Votre question me donne l'occasion de préciser que la géopolitique est une nouvelle façon de voir le monde, mais qui n'exclut absolument pas d'autres approches, l'approche économique par exemple. Il ne s'agit pas d'être « impérialiste », comme d'autres disciplines l'ont été dans un passé récent.

● **Royaliste** : Quels sont les rapports entre la géopolitique et l'histoire ?

Yves Lacoste : Ce sont des rapports indispensables. Il y a des représentations géopolitiques qui sont très dangereuses parce que l'histoire est complètement escamotée au profit de divers déterminismes (le relief, etc.) ou de données qu'on prétend « éternelles ». Mais la géopolitique est une analyse de situations contemporaines, qui puise dans l'histoire ce qui est nécessaire à la compréhension des rivalités de pouvoirs dont je vous parlais. Par exemple, la guerre de Vendée a été un conflit géopolitique, c'est maintenant une question historique. Entre la géopolitique et l'histoire, la différence se situe dans le rapport au temps.

Propos recueillis par
B. La Richardais

Dictionnaire de géopolitique

sous la direction
d'Yves Lacoste

Relié, 26 x 18 cm, 1680 p.

Offre spéciale jusqu'au
31 décembre :
prix franco 390 F
(après cette date franco : 440 F)



Soleil levant

En 1885, la III^e République « prête » l'un de ses ingénieurs du Génie maritime, Louis-Émile Bertin, pour aider le Japon à constituer sa marine de guerre. Étonnante démarche et singulière aventure que nous rapporte de façon romancée Christian Dedet (1).

La mission de Louis Émile Bertin se déroule à une époque particulièrement intéressante. Le Japon vit en effet la Restauration Meiji qui le fait passer de la féodalité à la modernité sans qu'il y ait pour autant rupture avec l'essence des traditions. Les grandes puissances courtisent l'Empire renaissant qui joue avec habileté de cette lutte d'influence. L'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France, voire la Russie, tentent de proposer, qui son système éducatif, qui ses traditions militaires, qui ses techniques industrielles. Chacun se demande qui, de la Chine ou du Japon, sera la puissance régionale de demain et donc de quel côté il faut se ranger.

L'époque est également fascinante en raison de l'évolution des techniques maritimes et des débats qui s'ensuivent : la vapeur supplante la voile, les canons rechargés par la culasse s'imposent, la course au bâtiment le plus lourd s'engage... Bertin opérera les choix judicieux pour la marine impériale qui écrasera tour à tour les flottes chinoises (en 1895) et russes (en 1905). Une puissance s'est imposée en partie grâce au génie français !

Se pose alors la question de notre cohérence diplomatique. Qu'allions-nous faire là-bas si nous n'étions pas en mesure de jouer durablement la carte japonaise ? L'alliance franco-russe sera un des pivots de notre politique extérieure en prélude au premier conflit mondial et la mission de l'ingénieur Bertin se révélera finalement dépourvue de sens.

Christian MORY

(1) Christian Dedet - « Les fleurs d'acier du Mikado » - Flammarion - prix franco : 168 F.

Une leçon d'Histoire

Si toute vérité historique est bonne à dire, encore faut-il prendre soin de l'établir.

Lorsque le journaliste Thierry Wolton fit paraître un livre dénonçant Jean Moulin comme agent soviétique, nous avions (1) rapidement démonté cette opération médiatique fondée sur un révisionisme historique qu'inspire, comme chez Vergès, une morale de chaise niéliste : tous des salauds... sauf moi. Mais nous ne pouvions, dans le cadre d'un article, évoquer le fond de l'affaire. Pierre Vidal-Naquet, quant à lui, a pris le temps et s'est donné la place nécessaires à une critique en règle en consacrant à « L'affaire Jean Moulin » un petit livre salubre, dur et allègre (2).

L'opération de salubrité publique consiste à balayer, méthodiquement, les accusations et diffamations par lesquelles on tente de salir la mémoire de Jean Moulin. Certes, le règlement de comptes politiques publié par Henry Frey, ancien chef de Combat, doit être soigneusement séparé de la boue lancée par M^e Vergès lors du procès Barbie et du coup médiatique d'un Thierry Wolton. Mais l'accumulation des rumeurs et des soupçons aboutissait à une sorte de procès en révision, dans lequel seule l'accusation était entendue.

L'immense travail de Daniel Cordier (3) et la sèche mise au point de Pierre Vidal-Naquet ne rétablissent pas seulement un équilibre : ils ruinent la thèse d'un Jean Moulin communiste et de surcroît agent soviétique.

Comment ? En reprenant patiemment chaque « preuve » avancée, en examinant attentivement le moindre indice, en s'interrogeant sur la cohérence du système d'accusation. Cela donne un livre dur, non dans le style, mais par le caractère implacable de la démonstration faite par

Pierre Vidal-Naquet. De la délation misérable de Thierry Wolton, il ne reste rien : ses ignorances, ses invraisemblances, ses interprétations abusives et ses falsifications prouvent que l'homme n'est pas un historien, ni même un journaliste scrupuleux.

Le démontage minutieux de cette affaire sordide provoque cependant

Styliste. Elle s'accompagne d'un discours sur la méthode historique, que le cas Wolton illustre remarquablement : pour ne pas tomber dans la fantasmagorie, il faut se méfier systématiquement de la vision policière de l'histoire, vérifier et recouper les informations, établir l'authenticité des documents et savoir les critiquer, veiller à la vraisemblance des interprétations, à la cohérence des hypothèses...

Pierre Vidal-Naquet éprouve autant de joie à faire son métier d'historien qu'à expliquer ses règles. Ce faisant, il intéresse l'ensemble des citoyens qui sont confrontés chaque jour à la masse impressionnante des faits, des déclarations contradictoires, des rumeurs, et qui ne cessent de se poser la question de la vérité. Sans prétendre la détenir, en se doutant qu'elle est inaccessible, les citoyens qui votent, qui lisent et qui regardent la télévision doivent exiger, comme les historiens, qu'il n'y ait pas de prime au scandale, ni de surenchère sur le n'importe quoi. C'est beaucoup demander.

Mais Pierre Vidal-Naquet a raison de nous rappeler qu'il n'y a pas de République - de souci du bien commun - sans pédagogie. Et il démontre, plume à la main, que le

bon pédagogue peut être aussi passionnant que le meilleur détective de roman.

B. LA RICHARDAIS

(1) « L'honneur de Jean Moulin » dans *Royaliste* n° 603 du 14 juin 1993.

(2) Pierre Vidal-Naquet - « Le Trait empoisonné. Réflexions sur l'affaire Jean Moulin » - La Découverte, 1993 - prix franco 100 F.

(3) Daniel Cordier - « Jean Moulin, l'inconnu du Panthéon » - Lattès, trois tomes publiés.



une allégresse que l'auteur du *Trait empoisonné* a sans doute éprouvée. Elle tient sans doute au fait que Pierre Vidal-Naquet apporte les éclaircissements nécessaires, mais surtout à la belle leçon d'histoire et de méthode historique qu'il donne à cette occasion.

La leçon porte sur les héros et les saints dans l'histoire de notre civilisation, depuis les figures homériques jusqu'aux grands hommes du Panthéon en passant par Siméon le

Pierre Boutang, essai sur le Temps

Pierre Boutang n'est pas - fort heureusement - le seul, mais il continue imperturbablement et intempestivement à penser hors des normes de ce qu'on appelle modernité. Il se moque de tout ce qu'on dit, ici et là, sur le retrait de Dieu et la fin de la philosophie, poursuivant le dialogue avec les grands classiques, persuadé qu'il y a une certaine façon d'émanciper l'homme - de la tradition, la transcendance, de l'interrogation ontologique - qui le détruit. Tous ceux qui, d'avance, récusent cette métaphysique défiant toutes les morts mille fois annoncées, sont d'ailleurs souvent bien en peine de se priver complètement de cet univers de culture qui ne cesse d'émerger dès que se pose une vraie question. Le désenchantement du monde ne vaut rien là contre. Un Habermas lui-même en convient à demi mot, lorsqu'il reconnaît une sorte d'impossibilité - provisoire ? - de la « rationalité » à se substituer à « la langue religieuse » (1). Et dans cette langue, Platon, Aristote et Plotin retrouvent souvent Origène, Augustin ou Thomas.

Au nom de quoi dénier la légitimité de ces devinettes qui défient les siècles, telle celle reprise par Husserl aux chapitres des *Confessions* de l'évêque d'Hippone sur la nature du temps ? La difficulté en est extrême, saint Augustin l'avouait dans une célèbre formule qui peut rendre service à l'étudiant en grande perplexité spéculative : « Si personne ne m'interroge, je le sais ; si je veux expliquer à qui me le demande, je ne sais plus ». Descartes venu entre-temps a signifié qu'il était vain de la poser, tout au moins en termes philosophiques ; Leibniz l'a éludée dans son système parce qu'il ignore la création ; Kant l'a refoulée dans son apriorisme sensible qui expliquant tout n'explique rien.

Ce bref parcours de Pierre Boutang m'a rappelé mes cours en Sorbonne avec Yvon Belaval, qui régulièrement se soldaient par la défaite ou le congé donné à la philosophie. Il n'était pas une question sérieuse dont celle-ci n'était en définitive désaisie au profit de la « science ». Que venez-vous nous parler d'origine, de création, lors que Darwin nous a fait don de l'évolution ? Boutang justement récusait cette fuite en avant : « Quelles que soient les « vraisemblances » de l'hypothèse de l'évolution, nous ne devons jamais perdre de vue son paralysisme originel : elle joue comme un enfant fou avec les nombres d'un temps dont elle ne veut pas savoir s'il a été créé, et les milliers de millénaires ne coûtent pas plus à son imagination que de jouer pair sur impair. Tout se passe comme si la remontée aveugle et indéfinie vers un passé de l'absence - et d'abord de l'absence de l'homme, figure d'un désir de suicide secret - était devenue sa « drogue », son divertissement. Ce temps, qu'il remonte vers le dinosaure, ne pense-t-il jamais qu'il va, qu'il pourrait finir ? ». La théorie transformiste révèle cette fonction idéologique d'anéantir la question propre d'une origine humaine, alors que l'observation scientifique bute sur cette constatation toujours affirmée par Teilhard de Chardin : « Linéairement, l'homme ne fait suite à aucun primat vivant de fossile actuellement connu ».

Pour qui veut vraiment penser la spécificité de l'homme et de son histoire, il n'est pas interdit - sauf à se laisser intimider - de renouer avec la grande tradition où philosophes et théologiens communiquent dans une même interrogation. Déjà Aristote : « Si les hommes meurent, c'est parce qu'ils ne parviennent pas à faire la jointure entre leur origine et leur fin ». Origène n'était pas loin de cette conception, si j'en crois le Père Balthasar, qui a écrit de son côté tout un essai théologique sur le temps, dont l'inspiration est fort proche de celle de Boutang. L'un et l'autre se retrouvent d'ailleurs pleinement sur saint Augustin, en accord parfait avec Husserl qui trouvait incompréhensibles ces pages des *Confessions*. On ne s'étonne pas que le chapitre central de l'opuscule de Boutang soit consacré à l'enseignement de la théologie, centré sur la Genèse. Car l'origine de l'homme, sans laquelle sa situation dans le temps est indiscernable, est là, à méditer jusqu'à la fin des fins. La notion de création, par contraste avec l'éternité, permet de penser les catégories fondamentales : passé, présent, futur. Jusqu'à Kierkegaard et

au-delà, on trouvera le développement de cette pensée où l'anthropologie est sérieusement en cause. Boutang et Balthasar suivent là dessus, pas à pas, saint Augustin. Balthasar : « Comment l'analogie de l'être peut-elle impliquer un authentique sursum (ana) vers Dieu qui est en haut et rester cependant éternellement mesurée d'en haut et alignée devant Dieu ». Boutang : « Comme également non éternelles, puisque créées, les extases du temps tombent dans le passé, ou y tomberaient sans la grâce, sans la reprise et surprise du phénomène seulement humain de la mémoire : une mémoire issue de l'avenir... ».

L'un et l'autre s'accordent aussi, évidemment, que toute considération du temps demeure irréaliste tant que ce que la Genèse dit et laisse espérer sur le péché et la grâce est oublié. Pourtant, sur ce point - non sur le contenu mais sur une affirmation particulière - Pierre Boutang me permettra de lui faire part d'un désaccord. Sur la foi de travaux publiés par l'Université catholique de Louvain, il affirme que le péché originel a été éludé dans les textes de Vatican II, à cause de la difficulté qui consiste à employer le mot péché pour définir « un acte non volontaire ni personnel, en réalité un état de nature transmis par hérédité ». Il me semble que cette affirmation repose sur un grave malentendu. En effet, s'il est exact que le mot péché originel n'a pas été employé dans les textes du Concile, la doctrine traditionnelle de l'Eglise sur le sujet n'en a pas moins été intégralement, par lui, réaffirmée. J'en veux pour preuve le premier verset du Treizième chapitre de *Gaudium et Spes* : « Établi par Dieu dans un état de justice, l'homme séduit par le Malin, dès le début de l'histoire, a abusé de sa liberté, en se dressant contre Dieu et en désirant parvenir à sa fin hors de Dieu ». Plus loin, il est parlé de « la ressemblance divine altérée par le premier péché », et aussi de « l'ordre vicié » et de l'homme « déjà enclin au mal par naissance ». Et c'est bien le Christ qui « a restauré dans la descendance d'Adam la ressemblance divine, altérée dès le premier péché ». Parler de « doctrine passée sous silence dans les actes de Vatican II » ne me paraît donc pas conforme à la matérialité des textes.

Il ne s'agit pas là d'une querelle mineure, car l'oubli volontaire d'un enseignement aussi constant et aussi décisif pour la tradition serait significatif d'une sorte de rupture gravissime. Les vrais théologiens ne l'auraient pas admise, Balthasar le premier. Et de Lubac, tout autant. Pierre Boutang, en donnant l'écho fidèle de saint Augustin et de saint Thomas, sans oublier l'admirable apologie pascalienne, loin d'avoir abandonné sa réflexion sur le Temps, lui a redécouvert une de ses dimensions essentielles : « L'avenir et l'aventure de la grâce ne sont pas, dès l'origine, étrangers à la Providence du créateur ». Sûrement, parce que dès le commencement, le Christ fonde l'histoire, et par la volonté du Père la mènera à sa réalisation ultime. Mais aussi, parce que le temps eut été, contre l'intention divine, tourné vers un passé qui l'aurait absorbé comme un gouffre. C'est ce qu'écrit Balthasar : « Toute l'existence détournée de Dieu, et que le péché oriente vers la créature, éprouve en elle-même, dans son irréalité et sa vanité, qu'elle est vouée totalement (y compris son avenir et son présent) au passé ». Seule la grâce salvatrice rétablit le temps dans l'accomplissement du salut.

On pourrait certes récuser tout cela pour inactualité, ou encore pour inadéquation à la rationalité moderne. Mais je doute que le voeu d'Habermas d'une reprise non métaphysique de cet enseignement religieux ait seulement un sens. Son abandon signifierait, par contre, une épouvantable perte anthropologique.

Gérard LECLERC

Pierre Boutang - « Le temps, essai sur l'origine » - Hatier - prix franco 36 F.

(1) on se reportera à l'intéressante confrontation des théologiens avec la pensée d'Habermas (*Habermas et la théologie*, Le Cerf).

(2) cf. Hans Urs Von Balthasar, *De l'intégration*, Desclée de Brouwer, 1970. Sur le grand théologien catholique une première biographie vient de paraître chez Desclée, oeuvre d'un de ses disciples italiens, Ello Guerriero.

♦ Gérard Leclerc.



Album de famille

« L'Évocation par l'image et par le texte de moments d'intimité de la Famille Impériale, dont le souvenir m'est extrêmement cher, constitue de véritables instants d'émotion ». Préfaçant en ces mots le très bel ouvrage de Dominique Paoli et Cyrille Boulay, *Nicolas II et sa famille, l'album du souvenir*, le grand-duc Wladimir, héritier du dernier Tsar, ajoutait : « Je suis particulièrement heureux de m'associer à cet ouvrage (...) pour saluer les efforts de Nicolas II, brutalement interrompus par la révolution, de faire résolument entrer la Russie parmi les puissances modernes ». Ainsi la plus grande part du XX^e siècle n'aurait été, pour la « Russie éternelle », qu'une douloureuse parenthèse, un cauchemar long de 75 ans ?

Quoi qu'il en soit, le grand mérite de cet Album du souvenir est de nous révéler dans l'intimité une Famille impériale que quinze lustres de mensonges soviétiques avaient travestie. Ces clichés vraisemblablement pris par la grande-duchesse Olga Alexandrovna, sœur du Tsar, nous montrent « en vérité » la vie quotidienne de Nicolas et des siens.

Mais attention ! Feuilletter un album de photographies familiales n'est jamais sans risque. Outre l'entêtante nostalgie qui guette le lecteur au détour des pages, une rêverie plus mélancolique encore menace l'indiscret... A trop scruter des visages et des corps figés dans le temps, nous serions presque tentés de leur recréer une vie en nous, comme lorsqu'un roman de Modiano nous emporte dans le vertige du passé.

Décidément, cet album est un magique distillateur d'émotion !

Christian LIBENS

Dominique Paoli et Cyrille Boulay - « Nicolas II et sa famille, l'album du souvenir » (préface du grand-duc Wladimir) - Flammarion, 1992 - prix franco 172 F.

La rue à Paris au XVIII^e siècle

On ne peut pas dire que les rues de Paris au XVIII^e siècle sont des lieux réjouissants. L'image trompeuse que nombre de films nous en donne (rue gouailleuse où la bonne humeur règne) est presque totalement fautive et fait partie de ces clichés à détruire.

Arlette Farge montre (1), en effet, une réalité bien différente. Citant abondamment les rapports de police et nombre de témoignages (Louis Sébastien Mercier (2), étrangers séjournant à Paris), elle nous présente un tableau des plus sinistres. A juste titre, la rue fait peur : lieu de vie de tout un monde de « déclassés » (chômeurs, mendiants, soldats en cavale, miséreux des campagnes, enfants abandonnés, ...), elle apparaît comme un fleuve qui inonde Paris de sa laideur, de sa saleté, voire de ses révoltes et de sa violence.

Violence, mot qui résonne à tout propos dans l'ouvrage. Car les pauvres qui habitent les rues n'ont pas grand-chose à perdre : on se dispute pour des riens, on blesse, on assassine... Les femmes ne sont pas épargnées, ni les enfants. Tout est violence, même les plaisirs : les tavernes sont lieux de perdition bourrées de « mouchards », les fêtes entraînent trop souvent des bousculades qui étouffent et tuent. Brutalité de la joie, mais aussi de l'amour. La rumeur détruit ainsi que le geste. Toutes ces exactions s'exercent entre gens de même conditions (on n'ose pas s'attaquer à plus grand que soi).

Pourtant, les tensions sociales existent, qui se cristallisent dans des confrontations entre maîtres et compagnons. La grève est parfois utilisée. Bien souvent, le Guet doit relâcher un mendiant arrêté afin d'éviter des incidents graves. Au contraire de ce que l'on croit souvent, la rue se bat pour interdire l'usage du pilori ; elle reste muette d'horreur et de réprobation devant le « spectacle » d'une exécution en place de Grève.

De fait, les risques de révolte font

peur. Arlette Farge explique très bien que l'unique préoccupation de la police est d'éviter toute agitation. Il y a répression brutale : on met en prison pour des brouilles, on arrête les mendiants, les enfants sont parqués dans un hôpital spécial. En un mot, on tente de « nettoyer » la rue.



♦ Les dépouilleuses d'enfants : même ceux-ci n'échappent pas au vol.

En théorie, l'organisation de la police paraît très efficace. Cependant, son action demeure souvent sans résultats. Pour preuve les directives à répétition émanant du Lieutenant général de police (véritable maître de Paris) qui restent sans effets. Le commissaire de police, sur lequel repose l'édifice de surveillance et de répression (il est au contact direct de la population et sait presque tout de la vie privée des gens dans laquelle il intervient souvent) ne fait pas de zèle et n'hésite pas à pratiquer la corruption à son profit.

Malgré tout, avec la seconde moitié du siècle, de nouvelles méthodes se mettent en place pour surveiller la rue : les Cours des miracles sont détruites, des plaques sont apposées

portant le nom des rues et le numéro des maisons (de nuit, car la foule y est hostile, comprenant qu'elle perd ainsi une part de sa liberté). L'éclairage public se développe. On a soin d'aérer les voies, de les élargir, et ce dans un souci d'hygiène mais aussi de sécurité. Haussmann s'inscrit dans la suite logique de ce processus.

En parallèle, la police s'intéresse moins à la vie privée des gens et se cantonne au domaine public : c'est l'époque où, signe des temps, le Lieutenant général de police souhaite que l'État laisse aux parents la responsabilité d'éduquer leurs enfants ; enfin s'interroge sur le bien-fondé de l'enfermement des enfants délinquants.

Les lignes qui précèdent ne reflètent que très partiellement le contenu de l'ouvrage. Arlette Farge sait donner la parole à des gens que l'histoire a laissés de côté parce que jugés sans intérêt.

En refermant le livre, on se demande ce qu'est devenu ce petit peuple : n'a-t-il pas été manipulé par la bourgeoisie lors des « journées révolutionnaires » ? Est-ce lui, toujours, que l'on retrouve, miséreux et désespéré, travaillant dans les usines du XIX^e siècle ? En tout cas, par le jeu des spéculations immobilières, il aura été exclu de la capitale. Au XIX^e siècle, « la rue est l'espace d'une résistance et l'enjeu d'une liberté. Semblable en cela à l'Ancien Régime, avec pourtant une différence significative : pour tenir cet enjeu, il faut désormais descendre dans la rue. Au XVIII^e siècle, ce n'était même pas la peine puisqu'on y vivait » (3).

Marc DESAUBLIAUX

(1) Arlette Farge - « Vivre dans la rue à Paris au XVIII^e siècle » - Coll. Folio Histoire - prix franco 45 F.

(2) Le tableau de Paris, de Louis Sébastien Mercier, réédité par les éditions La Découverte, prix franco 78 F.

(3) Sur ce même sujet, on lira avec l'intérêt l'ouvrage de Louis Chevalier, Les Parisiens, Hachette/Pluriel, avec une préface de Jean-Pierre Garnier - prix franco 80 F.

LYS ROUGE

Le *Lys rouge*, revue trimestrielle unanimement appréciée d'un public cultivé et avisé (mais si, mais si...) va prochainement être contraint de modifier ses tarifs dont la modicité actuelle fait honte à notre administrateur ! Une âpre négociation avec lui nous a permis de repousser cette mesure injuste mais prétendument nécessaire au 1^{er} janvier 1994. Alors, n'hésitez pas, profitez vite de l'ancien tarif (quatre numéros pour 60 F) pour vous abonner ! Ceux qui sont déjà abonnés peuvent également en profiter pour prolonger leur abonnement.

Règlement à l'ordre de « Royaliste » C.C.P. 18.104.06 N Paris.

RELIURES

Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue avec inscription « Royaliste ». Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 70 F franco.

royaliste
BIMENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE BERTHARD RENOUVIN

Royalisme,
Royalistes
et Royautés

SOMMAIRE

- | | |
|--|---|
| • Page 2 : Cliché : l'histoire. | • Page 12 : Chronique |
| • Page 3 : La France et les révolutions de 1789. | • Page 13 : L'acte de naissance d'Alexandre de Trochu. |
| • Page 4 : Les mendiants à Paris au XVIII ^e siècle. | • Page 14 : La monarchie en régence pour le duc de Berry. |
| • Page 5 : La République européenne et la rue. | • Page 15 : 1815 : la chute de Napoléon. |
| • Page 6 : Paris de nuit. | • Page 16 : 1815 : la chute de Napoléon. |
| • Page 7 : Dans la tradition. | • Page 17 : 1815 : la chute de Napoléon. |
| • Page 8 : La monarchie dans une rue au XVIII ^e siècle. | • Page 18 : 1815 : la chute de Napoléon. |
| • Page 9 : Autre rue de Paris au XVIII ^e siècle. | • Page 19 : 1815 : la chute de Napoléon. |
| • Page 10 : Tradition et modernité dans la rue de Paris. | • Page 20 : 1815 : la chute de Napoléon. |
| • Page 11 : L'acte de naissance d'Alexandre de Trochu. | • Page 21 : 1815 : la chute de Napoléon. |
| | • Page 22 : 1815 : la chute de Napoléon. |

VIENT DE PARAITRE

un nouveau «petit dossier», il regroupe des articles parus dans *Royaliste* autour du thème de la monarchie.

Les «petits dossiers» sont à la fois une façon commode de retrouver un article et un moyen de propagande. Leur prix modique (14 F franco) les met à portée de toutes les bourses !

Déjà parus : L'enseignement - La Corse - Immigration, citoyen-neté - Écologie.

AFFICHES

Deux modèles d'affiches sont actuellement disponibles. L'une et l'autre sont de format 40x60 cm, imprimées en noir sur fond jaune.

Le premier modèle reproduit le titre de notre journal accompagné du slogan : « Avec le comte de Paris, couronner la démocratie ». Le deuxième modèle avec le nom du mouvement accompagné du slogan « Des Bastilles restent à prendre ».

Tarif (prix franco) (on peut panacher les deux modèles) : 48 ex. : 56 F - 95 ex. : 100 F - 140 ex. : 137 F - 240 ex. : 213 F.

Est également disponible un bandeau de 20x60 cm, imprimé en noir sur fond jaune reproduisant le titre de notre journal avec la mention « en vente dans les kiosques ».

Tarif (prix franco) : 45 ex. : 39 F - 95 ex. : 70 F - 190 ex. : 120 F.

ABONNEMENTS INVENDUS

Souscrivez à un « abonnement-invendus ». Vous recevrez tous les quinze jours cinq ou dix exemplaires du numéro précédent de *Royaliste* pour les diffuser autour de vous et faire ainsi connaître notre journal.

Tarif pour six mois : pour 5 ex. : 84 F - pour 10 ex. : 163 F.

ANTIENS NUMÉROS

Nous proposons des anciens numéros de « Royaliste », par année complète, au prix franco de 300 F. Sont disponibles toutes les années de 1977 à 1991, à l'exception de 1979.

La plupart des numéros sont également disponibles un par un au prix franco de 17 F pièce.

ILE DE FRANCE

La prochaine réunion d'organisation pour planifier les activités de la « Fédé » se tiendra le samedi 18 décembre à 17 h dans les locaux. Si vous êtes « nouveau » et que vous voulez nous aider, venez-y. Ce sera une bonne occasion de prendre contact et de faire connaissance dans une ambiance sympa.

PHOTOS

Sont disponibles en portrait : le comte de Paris, la comtesse de Paris, le comte de Clermont, le duc de Vendôme.

Sont disponibles en groupe : le comte de Paris entouré de ses deux petits-fils, Jean et Eudes (Amboise, septembre 1987), le comte de Paris avec le comte de Clermont (Chantilly, septembre 1990), le comte et la comtesse de Paris (Dreux, juillet 1992).

Ces photos existent en trois formats (sauf le groupe avec Jean et Eudes qui n'existe qu'en 13x18).

Tarif franco :
format 10x15 : 16 F
format 13x18 : 30 F
format 20x30 : 58 F.

ÉPINGLETTES

Nous disposons de différents modèles d'épinglettes (pin's) vendues au prix de 34 F pièce (franco de port).

- Buste de Louis XVI - 23 mm de haut
- Buste de Marie-Antoinette - 23 mm de haut
- Fleur de lys - 17 mm de haut
- Double cœur vendéen - 24 mm de haut.

MERCREDIS DE LA N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^{ème} étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 25 F).

● Mercredi 15 décembre - « Le XXI^e siècle sera-t-il américain ? ». Sous ce titre provocant s'annonce un ouvrage solide et passionnant, écrit par un spécialiste des relations internationales et des questions stratégiques : Alfredo VALLADAO sera parmi nous le jour de la signature (éventuelle) des accords sur le GATT. C'est dire que sa conférence sera au cœur de l'actualité. Le débat n'en sera que plus vif...

ATTENTION - Exceptionnellement, la réunion ne commencera qu'à 20 heures 30.

● Mercredi 22 décembre et 29 décembre - pas de conférence en raison des vacances scolaires. Reprise des réunions le mercredi 5 janvier.

INVITATIONS POUR LES MERCREDIS DE LA NAR

Pour recevoir régulièrement les invitations pour nos réunions des « mercredis de la N.A.R. », faites-nous en la demande.

Pour des raisons d'économie nous n'envoyons le programme qu'aux personnes l'ayant demandé explicitement

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Pour la coexistence pacifique

Le débat sur les accords du GATT a souffert comme tant d'autres de simplifications abusives qui ont masqué ses enjeux véritables, pour notre pays comme pour le commerce international. La faute en revient pour une large part à quelques gloires médiatiques qui ont construit un conflit entre les forces du Bien (l'Amérique, le Marché mondial) et la dérisoire résistance du Mal qui s'incarnerait dans la France d'Astérix, tentée par le péché protectionniste et la franchouillardise culturelle. Ces clichés et ces slogans ne sont pas seulement absurdes : ils reflètent une idéologie vague qu'il importe de débusquer.

L'absurdité du prétendu débat entre la « frilosité » nationale et la grande aventure du marché mondial apparaît dès le premier coup d'oeil. Le Cycle de l'Uruguay est une négociation entre les représentants de collectivités **politiques** (nations et empire), qui porte sur l'organisation des marchés de biens et de service, mais aussi sur la **constitution** de ces marchés puisque ce sont les États qui décident ou non d'inclure tel ou tel domaine - par exemple la culture - et tel ou tel pays.

ILLUSIONS

Par conséquent, le « Marché » n'est pas une donnée première, comme voudraient nous en convaincre les « libéraux », mais une création qui résulte d'une décision politique et qui s'inscrit dans des rapports juridiques dont les fondements sont philosophiques et religieux. Et comme les décisions politiques sont prises par des autorités nationales, nul ne saurait s'indigner que des intérêts nationaux soient fermement défendus lors des négociations nommées à juste titre inter-nationales.

Souligner ces vérités simples serait superflu si le discours à la mode n'excluait pas les réalités nationales selon deux affirmations plus ou moins explicites : celle d'un retour nécessaire à l'échange marchand spontané, celle d'un inévitable dépassement des

nations dans le « post-national ». Il est facile de dissiper le rêve brumeux d'une belle origine en rappelant que tout échange économique est plus ou moins strictement déterminé par des relations politiques ou des rites sociaux et religieux. Quant au thème post-national, il demeure énigmatique dans ses formulations positives :



S'agit-il de la supranationalité européenne ? Sa réalisation technocratique (la Commission de Bruxelles) est aujourd'hui rejetée, son idéologie motrice (la démocratie chrétienne) s'est effondrée en Italie dans la corruption et les compromissions mafieuses et meurt en France de sa complaisance molle pour la droite conservatrice et libérale. Surtout, le mythe supranationaliste se heurte à un redoutable dilemme : qui veut un pouvoir supranational est obligé de mettre en oeuvre un système de contrainte hors duquel de trop vastes territoires ne peuvent tenir ensemble ; qui veut maintenir la liberté doit renoncer au dépassement rêvé.

- Aurait-on la nostalgie de la forme impériale ? L'histoire montre que son principe est dans la conquête militaire, puisqu'un empire se confond toujours (et abusivement) avec l'universel. En outre, si l'empire tolère les communautés professionnelles et les traditions populaires, il laisse volontiers se développer des systèmes d'exploitation des plus faibles, comme on l'a vu en Europe avec le second servage.

- Rêverait-on de cités marchandes,

sur le modèle de celles qui ont prospéré au Moyen Age et à la Renaissance ? On oublie volontiers que ces cités étaient des États, pas nécessairement démocratiques, qui dirigeaient les affaires économiques et qui étaient exposés aux luttes intestines et aux guerres.

- Voudrait-on prendre pour exemple l'Europe selon le traité de Maastricht ? De forme indéterminée, elle est et sera de plus en plus confédérale puisque son Conseil est composé de chefs d'État et de gouvernements nationaux qui conservent, heureusement, leur droit de veto.

PROJET

N'oublions pas, enfin, que le discours post-national conduit volontiers à une mystique du « peuple », au sens ethnique du terme, avec les conséquences terribles que nous connaissons...

Dès lors que faire pour comprendre le monde et pour l'aménager selon des principes de liberté, de justice et de paix ? D'abord cesser d'absolutiser des catégories politiques et des concepts économiques pour mieux établir des oppositions radicales. Au lieu d'opposer l'État et le Marché, le National et le Mondial, il faut composer les institutions et les domaines, chacun selon son ordre, et en prenant soin des médiations nécessaires.

Il faut, notamment, réaliser la coexistence pacifique des empires et des nations, en limitant tout à la fois la violence impériale par des traités, et la passion nationale par le renforcement des États de droit et de la légitimité historique des divers pouvoirs politiques. Il faut, en même temps, organiser les marchés économiques et financiers sous l'égide des autorités politiques et selon une nouvelle théorie des ensembles continentaux et internationaux, esquissée par le projet de Confédération européenne lancé par François Mitterrand et repris par Philippe Séguin. La tâche est immense. Face à la fiction du marché mondial et à la folie du nationalisme ethnique, elle nous permettra de préserver notre indépendance sans nous retrancher de la communauté des nations.

Bertrand RENOUVIN